

COMMUNE D'ANDERLECHT

A V I S

LE BOURGMESTRE DE LA COMMUNE D'ANDERLECHT porte à votre connaissance que la délibération du Conseil communal du 24 avril 2025 relative au règlement sur la construction et la reconstruction des branchements d'égouts, est devenue exécutoire par expiration de délai.

La délibération précitée peut être consultée au service Travaux publics du 10 au 16 juin 2025, de même que sur le site internet <https://www.anderlecht.be/fr/reglements-a-telecharger>.

Anderlecht, le 10 juin 2025.

Le Bourgmestre,

F. CUMPS.

GEMEENTE ANDERLECHT

B E R I C H T

DE BURGEMEESTER VAN DE GEMEENTE ANDERLECHT brengt u ter kennis dat volgende beraadslaging van de Gemeenteraad van 24 april 2025 betreffende het reglement op het aanleggen en het heraanleggen van rioolaansluitingen, uitvoerbaar geworden is door het verstrijken van de termijn.

Voornoemde beraadslaging kan bij de dienst Openbare werken van 10 tot 16 juni 2025 geraadpleegd worden, alsook op de website <https://www.anderlecht.be/nl/reglementen-downloaden>.

Anderlecht, op 10 juni 2025.

De burgemeester,

F. CUMPS.

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'ANDERLECHT

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Gaëtan Van Goidsenhoven, *Président du Conseil communal* ;
Fabrice Cumps, *Bourgmestre* ;
Françoise Carlier, Lotfi Mostefa, Fatiha El Ikdimi, Beatrijs Comer, Achille Vandyck, Fabienne Miroir, Julien Milquet, Luiza Duraki, Halina Benmrah, *Échevin(e)s* ;
Mustapha Akouz, Nketo Bomele, Sofia Bennani, Nadia Kammachi, Fatima Ben Haddou, Safouane Akremi, M'Hamed Benallal, Mohammed Khazri, Fatiha Bouzagou, Chadi Cherfan, Patricia Polanco Palacio, Najima El Arbaoui, Ali Husnain, Mohamed Adahchour, Pierre Kompany, Yasmina Tajmout, Marouan Oualouch, Fadila Laanan, Najoua Akel, Hassan Akariou, Dounia Allali, Marcela Gori, Özkan Aksit, Anne Leila Bestard, Anne Mertens, Luca D'Agro, Tina Schuermans, Jordan Dialinas, Didier Felis, Bekay Chihi, Nadine Van Lysebetten, Jaouad El Assri, *Conseillers communaux* ;
Guy Wilmart, *Président du C.P.A.S* ;
Marcel Vermeulen, *Secrétaire communal*.

Excusés

Leïla Belafquih, Mustafa Yaman, Amaury Laridon, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

**#Objet : CC. REGLEMENT SUR LA CONSTRUCTION ET LA RECONSTRUCTION DES
BRANCHEMENTS D'EGOUTS. - Approbation #**

Séance publique

320 CADRE DE VIE

321 Travaux publics

LE COLLEGE AU CONSEIL

Mesdames, Messieurs,

Vu la Directive 91/271/EEG du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 1991, relative au traitement de eaux urbaines résiduaires tel que modifiée dans la Directive 98/15/EG de la Commission de 27 février 1998;

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution – Région Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;

Vu l'Ordonnance du 23 mars 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires, tel que modifiée dans l'ordonnance de 8 octobre 1998;

Vu l'Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation , la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement ;

Vu le règlement général de police en vigueur;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu les articles 112, 114 et 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que les communes ont pour mission de s'assurer du bon respect des réglementations en matière d'environnement; Qu'à cet effet, et à côté des mesures de sensibilisation destinées à prévenir leur non-respect, il apparaît nécessaire de prévoir des sanctions administratives afin de réprimer les infractions auxdites règlements environnementales;

Considérant la politique de la commune pour une gestion durable des eaux ;

Décide d'approuver, Mesdames et Messieurs, le règlement sur la construction et la reconstruction des branchements d'égouts:

REGLEMENT SUR LA CONSTRUCTION ET LA RECONSTRUCTION DES BRANCHEMENTS D'EGOUTS.

I. Dispositions générales

Article 1 : Objet

Le présent règlement traite l'égouttage des eaux usées domestiques et des eaux pluviales, en particulier du raccordement aux égouts publics du territoire communal

Article 2 : Définitions

Eaux usées domestiques: les eaux usées provenant d' établissements et services résidentiels produites par le métabolisme humain et les activités ménagères, et excluant ici tout type de rejet qui fait l'objet d'une demande de permis d'environnement

Eaux pluviales: eaux provenant de la collecte des eaux de ruissellement des précipitations sur des surfaces artificiellement imperméabilisées en tout ou en partie.

Égouts publics : voies publiques d'écoulement d'eau constituées de conduites souterraines et affectées à la collecte des eaux usées domestiques et dans certains cas des eaux pluviales.

Gestionnaire du réseau d'égouttage: organisme chargée de la gestion du réseau d'égouttage, de la collecte, de l'évacuation, des eaux usées domestiques et des eaux pluviales sur le territoire communal. Au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, le gestionnaire est Hydrobru assainissement.

Bâtiment: toute construction ou installation qui produit des eaux usées domestiques.

Épuration individuelle: traitement primaire, secondaire ou approprié des eaux usées domestiques rejetées par un bâtiment ou groupe de bâtiments et l'évacuation des eaux épurées (tel que puits perdus, puisards, drains dispersants, fossés, tranchées drainantes...)

Traitement primaire: pré-traitement visant à permettre le principe de décantation (type fosse septique) ou le principe de flottation (type dégraisseur).

Traitement secondaire: dégradation par des micro-organismes de la charge organique contenue dans les eaux usées domestiques, assurée par des procédés divers de type lits bactériens, boues activées, biomasses fixées,...

Système séparatif : système composé d'une part d'une canalisation d'égout recevant exclusivement les eaux usées domestiques et d'autre part de voies artificielles d'écoulement destinées exclusivement aux eaux pluviales.

voies artificielles d'écoulement: rigoles, fossés, noues, aqueducs affectés à l'évacuation des eaux pluviales, canalisations, gargouilles

Article 3 : Obligation de raccordement à l'égout

Tout propriétaire de bâtiments a l'obligation de raccorder ses eaux usées domestiques à l'égout public, lorsque l'espace public en est pourvu.

L'installation du raccordement des eaux usées domestiques à l'égout doit répondre à la réglementation en vigueur au moment de la connexion.

Tout équipement d'épuration individuelle des eaux usées domestiques est mis hors service dès le raccordement du bâtiment à l'égout public.

En cas de pose d'égout, chaque propriétaire est tenu de se raccorder avant la réception définitif des travaux de pose.

II. Conditions techniques du raccordement

Article 4: Normes techniques

Le raccordement à l'égout doit être effectué d'une manière indépendante conformément aux normes imposées par le gestionnaire du réseau d'égouttage.

Les branchements collectifs au moment de la mise en vigueur du présent règlement peuvent être conservés. Ils devront être supprimés dès que des transformations importantes seront apportées au bâtiment.

Article 5: Modalités de raccordement

Le raccordement particulier sur l'égout public, depuis la limite de la ligne d'alignement jusqu'à l'égout public, est réalisé par le Gestionnaire du réseau d'égouttage, à la charge du propriétaire de bâtiments.

Article 6: Système de séparation

S'il s'agit d'un raccordement à un système de séparation, les bâtiments doivent être pourvus d'une canalisation particulière pour l'écoulement exclusif des eaux usées domestiques et d'une autre canalisation servant à l'écoulement des eaux pluviales.

Article 7 : Entretien et réparation

L'entretien et la réparation des égouts sur le domaine public sont réalisés par le Gestionnaire du réseau d'égouttage, à sa charge, à l'exception des réparations dues à un mauvais usage par un particulier qui en supportera la charge.

L'entretien et la réparation des égouts sur le domaine privé sont à charge du propriétaire de bâtiments.

III. Dérogation

Article 8 : Système d'épuration individuelle

Par dérogation à l'article 3, tout propriétaire d'un bâtiment disposant d'une station d'épuration individuelle avant la mise en service d'un égout public, peut conserver sa station d'épuration moyennant une dérogation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Cette dérogation fera l'objet des conditions suivantes :

- répondre aux normes de qualité d'eau rejetées en Région Bruxelloise et le prouver annuellement par une analyse qualitative de l'eau rejetée effectuée par un laboratoire agréé ;
- l'unité d'épuration doit avoir été mise en service maximum 10 ans avant la mise en service de l'égout public

- l'eau doit être déversée de manière à ne pas générer de nuisances pour l'environnement et le voisinage ;
- une chambre de visite doit être accessible avant l'évacuation

En cas de non-respect des conditions ou pour des raisons environnementales, d'hygiène ou de sécurité, cette dérogation peut être révoquée. Dans ce cas, le propriétaire du bâtiment devra raccorder ses eaux usées domestiques à l'égout public existant.

Toute personne disposant d'un système d'épuration individuelle est tenue d'en assurer le bon fonctionnement, de vérifier que son installation ne génère pas de nuisances pour le voisinage et ne cause pas de pollution des eaux de surface et des eaux souterraines.

Le personnel communal est habilité à réaliser des prélèvements à la sortie des stations d'épuration ainsi qu'à demander des preuves d'entretien de l'installation (factures)

Article 9 Dérogation

Dans les mêmes conditions évoquées à l'Article 8, le Collège peut également accorder une dérogation en faveur d'un système d'épuration individuelle en cas qu'une connexion est techniquement impossible ou extrêmement coûteuse.

IV. Mesures d'exécution d'office

-

Article 10 Défaillance

A défaut pour le propriétaire de bâtiment de respecter les obligations prévues par le présent règlement, la Commune pourra charger le Gestionnaire du réseau d'égouttage d'effectuer d'office tous travaux nécessaires, sur le domaine public, conformes au présent règlement, et ce après avoir envoyé une lettre de mise en demeure par recommandé.

Les frais engendrés par la prise en charge des-dits travaux par la Commune seront récupérés par toutes les moyens légaux disponibles auprès du propriétaire de bâtiment(s).

V. Modalités de contrôle et sanction

Article 11 : Contrôle

A la première demande écrite de l'administration communale, le propriétaire du bâtiment(s) est tenu de fournir la preuve du raccordement à l'égout conformément aux normes imposées par le gestionnaire du réseau d'égouttage.

Cette preuve doit être transmise à l'administration communale dans le délai d'un mois à dater de la réception de cette demande.

A défaut d'apporter cette preuve, le propriétaire sera tenu d'introduire une demande d'autorisation de raccordement auprès du Gestionnaire du réseau d'égouttage.

VI. Dispositions finales

Article 12 Autres législations en vigueur

Le présent règlement ne dispense pas le propriétaire de bâtiment(s) du respect d'autres dispositions légales applicables en matière d'égouttage et de déversement des eaux usées

Article 13 Disposition finale

Le Collège est chargé du règlement et des cas non-prévus par le présent règlement, et ce dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 14 Entrée en vigueur

Le présent règlement, abroge et remplace le précédent règlement approuvé par le conseil communal à date de 19 décembre 2019 à partir du premier jour du mois après publication et viendra à expiration le 31 décembre 2030.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Marcel Vermeulen

Le Président du Conseil communal,
(s) Gaëtan Van Goidsenhoven

POUR EXTRAIT CONFORME
Anderlecht, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

Par délégation :
L'échevin(e),

Nathalie Coppens

Julien Milquet

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE ANDERLECHT

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Gaëtan Van Goidsenhoven, *Voorzitter van de gemeenteraad* ;
Fabrice Cumps, *Burgemeester* ;
Françoise Carlier, Lotfi Mostefa, Fatiha El Ikdimi, Beatrijs Comer, Achille Vandyck, Fabienne Miroir, Julien Milquet, Luiza Duraki, Halina Benmrah, *Schepenen* ;
Mustapha Akouz, Nketo Bomele, Sofia Bennani, Nadia Kammachi, Fatima Ben Haddou, Safouane Akremi, M'Hamed Benallal, Mohammed Khazri, Fatiha Bouzagou, Chadi Cherfan, Patricia Polanco Palacio, Najima El Arbaoui, Ali Husnain, Mohamed Adahchour, Pierre Kompany, Yasmina Tajmout, Marouan Oualaouch, Fadila Laanan, Najoua Akel, Hassan Akariou, Dounia Allali, Marcela Gori, Özkan Aksit, Anne Leila Bestard, Anne Mertens, Luca D'Agro, Tina Schuermans, Jordan Dialinas, Didier Felis, Bekay Chihi, Nadine Van Lysebetten, Jaouad El Assri, *Gemeenteraadsleden* ;
Guy Wilmart, *Voorzitter van het O.C.M.W* ;
Marcel Vermeulen, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Leïla Belafquih, Mustafa Yaman, Amaury Laridon, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

#Onderwerp : GR. REGLEMENT OP HET AANLEGGEN EN HET HERAANLEGGEN VAN RIOOLAANSLUITINGEN. - goedkeuring. #

Openbare zitting

320 LEEFKADER

321 Openbare werken

HET COLLEGE TOT DE RAAD,

Dames en heren,

Gelet op richtlijn 91/271/EEG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater, zoals gewijzigd bij de richtlijn 98/15/EG van de commissie van 27/21998;

Gelet op richtlijn 2000/60/EG van het Europees parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor gemeenschappelijke maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van oppervlaktewateren tegen vervuiling – Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1994 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 8/10/98;

Gelet op de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestrafting van misdrijven inzake leefmilieu;

Gelet op het geldend politiereglement

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

Gelet op artikels 112, 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het de missie is van de gemeenten om zich te verzekeren van het respect voor de milieureglementering. Om deze doelstelling te bereiken lijkt het noodzakelijk om administratieve sancties te voorzien teneinde de overtredingen op voornoemde milieureglementering te straffen, en dit naast de sensibiliserende maatregelen die getroffen worden om overtredingen te vermijden.

Overwegende het gemeentelijk beleid betreffende een duurzaam waterbeheer;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren:

Het gemeentelijk reglement voor het aanleggen en het heraanleggen van rioolaansluitingen, zoals het in bijlage voorkomt, goed te keuren:

REGLEMENT OP HET AANLEGGEN EN HET HERAANLEGGEN VAN RIOOLAANSLUITINGEN.

I. Algemene bepalingen

Artikel 1: Voorwerp

Onderhavig reglement behandelt de afwatering van huishoudelijk afvalwater en regenwater, in het bijzonder de aansluiting op de openbare riolen op gemeentelijk grondgebied.

Artikel 2: Definities

Huishoudelijk afvalwater: afvalwater van huishoudelijke vestigingen en diensten, geproduceerd door het menselijke metabolisme en huishoudelijke activiteiten, waarbij alle afval dat het voorwerp is van een milieuvergunning wordt uitgesloten.

Regenwater: water afkomstig van de waterafvoer van neerslag op deels of geheel kunstmatig ondoordringbare oppervlakken.

Openbare riolen: openbare afwateringskanalen onder het grondniveau om huishoudelijk afvalwater en in bepaalde gevallen ook regenwater af te voeren.

Beheerder van het rioolnet: instelling belast met het beheer van het rioolnet, het opvangen, het afvoeren van huishoudelijk afvalwater en van regenwater op het gemeentelijk grondgebied. Op het moment van in voege treden van dit reglement is dat Hydrobru Sanering.

Gebouw: elke constructie of installatie die huishoudelijk afvalwater produceert.

Individuele zuivering: primaire, secundaire of gepaste behandeling van huishoudelijk afvalwater dat van een gebouw of groep gebouwen wordt afgevoerd en het afvoeren van gezuiverd water (zoals zinkputten, afvoerputten, verdelende draineesystemen, greppels, drainsleuven, ...).

Primaire behandeling: voorbehandeling om het bezinkprincipe mogelijk te maken (septische put-type) of het flotatieprincipe (ontvettertype).

Secundaire behandeling: afbraak van de organische lading in het huishoudelijk afvalwater door micro-organismen, verzekerd door verscheidene procédés van het bacteriëنbed-type, geactiveerde modder, vaste biomassa, ...

Scheidingssysteem: systeem dat enerzijds bestaat uit een rioolnet dat uitsluitend gevoed wordt met huishoudelijk afvalwater en anderzijds uit kunstmatige afwateringslopen die uitsluitend gebruikt worden voor regenwater.

kunstmatige afwateringslopen: kanalen, greppels, grachten, goten, leidingen om regenwater af te voeren.

Artikel 3: Verplichting om op het rioolnet aan te sluiten

Elke eigenaar van een gebouw heeft de verplichting zijn huishoudelijk afvalwater aan te sluiten op de openbare riolen indien de openbare ruimte ervan is voorzien.

De installering van de aansluiting op het rioolnet moet voldoen aan de geldende wetgeving op het moment van aansluiting.

Elke uitrusting van individuele zuivering van huishoudelijk afvalwater wordt buiten werking geplaatst zodra het gebouw op de openbare riolen is aangesloten.

In het geval van het plaatsen van een nieuwe riolering is iedere eigenaar verplicht om zich aan te sluiten vóór de definitieve oplevering van de plaatsingswerken.

II. Technische aansluitingsvoorwaarden

Artikel 4: Technische normen

Elk gebouw moet op onafhankelijke wijze op de openbare riool aangesloten zijn.

De aansluitingen op het rioolnet dient te gebeuren overeenkomstig de normen die opgelegd zijn door de beheerder van het rioolnet.

Collectieve aansluitingen die reeds aanwezig zijn bij het in voege treden van dit reglement mogen behouden blijven. Zij moeten verwijderd worden op het moment dat er renovatiewerken of grondige veranderingen aan het gebouw plaatsvinden.

Artikel 5: Aansluitingsmodaliteiten

De particuliere aansluiting op openbaar domein van de rooilijn tot de openbare riool, gebeurt door de beheerder van het rioolnet ten laste van de eigenaar van de gebouwen.

Artikel 6: Scheidingssysteem

Indien het gaat om een aansluiting met een scheidingssysteem moeten de gebouwen voorzien zijn van een particuliere leiding waardoor uitsluitend huishoudelijk afvalwater loopt en een andere leiding waardoor het regenwater loopt.

Artikel 7: Onderhoud en herstellingen

Het onderhoud en de herstellingen van de riolen op openbaar domein worden uitgevoerd door de beheerder van het rioolnet op zijn kosten, uitgenomen herstellingen te wijten aan een verkeerd gebruik door een particulier, die de lasten ervan zal dragen.

Het onderhoud en de herstellingen van de riolen op privé-domein zijn ten laste van de eigenaar van de gebouwen.

III. Afwijking

Artikel 8: Individueel zuiveringssysteem

In afwijking op artikel 3 mag elke eigenaar van een gebouw die over een individueel zuiveringsstation beschikte voordat de openbare riolen in dienst zijn gesteld, zijn zuiveringsstation

houden indien hij een afwijking verkrijgt van het college van burgemeester en schepenen.

Deze afwijking moet beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

- beantwoorden aan de kwaliteitsnormen voor het afgevoerde water in het Brussels Gewest en dit jaarlijks bewijzen door een kwalitatieve analyse van het geloosde water uitgevoerd door een erkend laboratorium;

- de zuiveringseenheid dient ten hoogste 10 jaar voor het in dienst nemen van de openbare riolen in dienst gesteld te zijn;

- het water moet geloosd worden op een manier die geen hinder veroorzaakt voor het milieu of de omgeving;

- een bezoekkamer moet toegankelijk zijn voor het afvoeren.

Indien niet aan deze voorwaarden wordt beantwoord of voor milieuredenen, hygiëne- of veiligheidsredenen kan deze afwijking worden ingetrokken. In dit geval dient de eigenaar van het gebouw zijn huishoudelijk afvalwater aan te sluiten op de bestaande openbare riolen.

Iedereen die beschikt over een individueel zuiveringssysteem is ertoe gehouden de goede werking ervan te verzekeren, zich ervan te vergewissen dat zijn installatie geen hinder veroorzaakt voor de omgeving en geen vervuiling veroorzaakt van het oppervlaktewater en het grondwater.

Het gemeentepersoneel is ertoe bevoegd afnamen uit te voeren aan de uitgang van de zuiveringsinstallaties evenals om bewijzen te vragen van het onderhoud van de installatie (facturen).

Artikel 9 Afwijkingen

Op dezelfde voorwaarden als die van artikel 8 kan het college eveneens een afwijking toestaan ten voordele van een individueel zuiveringssysteem indien een aansluiting technisch onmogelijk of buitengewoon duur zou zijn.

IV. Maatregelen voor ambtshalve uitvoering

Artikel 10 In gebreke stelling

Indien de eigenaar van een gebouw de in onderhavig reglement voorziene verplichtingen niet naleeft kan de gemeente de beheerder van het rioolnet belasten met het ambtshalve uitvoeren van alle noodzakelijke werken op het openbaar domein, overeenkomstig onderhavig reglement, en dit nadat per aangetekend schrijven een ingebrekestelling is verstuurd.

De kosten die ontstaan doordat de gemeente deze werken op zich neemt zullen worden teruggevorderd bij de eigenaar van het gebouw/de gebouwen op alle wettelijke middelen.

V. Controle- en bestraffingsmodaliteiten

Artikel 11: Controle

Na een eerste schriftelijke vraag van het gemeentebestuur moet de eigenaar van een of meerdere gebouwen het bewijs van aansluiting op de riolen leveren, overeenkomstig de normen die opgelegd zijn door de beheerder van het rioolnet.

Dit bewijs dient binnen de maand na ontvangst van deze vraag aan het gemeentebestuur overgemaakt te worden.

Indien dit bewijs niet geleverd wordt is de eigenaar ertoe gehouden een toelatingsaanvraag in te dienen bij de beheerder van het rioolnet.

VI. Slotbepalingen

Artikel 12 Andere van kracht zijnde wetgeving

Onderhavig reglement ontheft de eigenaar van een of meerdere gebouwen niet van het naleven van andere wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op het vlak van riolen en het lozen van afvalwater.

Artikel 13 slotbepalingen

Het College is belast met het regelen van gevallen die niet in onderhavig reglement zijn voorzien, en dit overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen en reglementen.

Artikel 14: Van kracht wording

Het huidig reglement schaft af en vervangt het vorige reglement goedgekeurd door de gemeenteraad op datum van 19 december 2019 vanaf de eerste dag van de maand na publicatie en zal aflopen op 31 december 2030.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Marcel Vermeulen

De Voorzitter van de gemeenteraad,
(g) Gaëtan Van Goidsenhoven

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Anderlecht, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

In opdracht :
De schepen,

Nathalie Coppens

Julien Milquet